



## Déclaration liminaire de L'UNSA ÉDUCATION AU CDEN du 3 JUILLET 2023

Madame la Préfète, Mme la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN Vaucluse,

Pour commencer sa déclaration, l'UNSA Éducation souhaite s'exprimer sur les événements qui frappent la France depuis quelques jours : l'UNSA condamne toutes les violences, appelle à la justice, au calme, au respect des personnes et des biens ; apporte un soutien total à M. le Maire de L'Hay les Roses. Les auteurs de cette attaque doivent être condamnés. Aucune colère ne justifie cette violence et de s'en prendre à la République, ses institutions, ses élues et élus, ses représentantes et représentants. Ce contexte d'émeutes est inquiétant et insupportable, ne correspond pas aux valeurs de l'UNSA, nécessite que toutes et tous s'interrogeons sur les causes et les conséquences de telles réactions destructrices.

Nous sommes à la fin de l'année scolaire et le bilan est négatif. Conflit social lié à la réforme des retraites étendu sur plusieurs mois avec la frustration de ne pas avoir été écouté, réforme des lycées, multiples annonces du Ministre pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degrés pour la revalorisation (Pacte et socle) qui n'en est pas vraiment une (« travailler plus pour gagner plus ») et pour les enseignements dont la liste est très longue et non close pour cette rentrée et la suivante (la suppression de la technologie, les heures d'approfondissement et remédiation des 6<sup>e</sup>, Devoirs Faits obligatoires en 6<sup>e</sup>, 2h supplémentaires d'EPS, évaluation entrée 4<sup>e</sup>, refonte des programmes de sciences en cycles 3 et 4, refonte des programmes EMC avec un doublement de l'horaire hebdomadaire de cet enseignement ...). En résumé le consensus et la confiance entre les personnels de l'Éducation et leur ministre ne sont toujours pas au rendez-vous. Ce qui explique que ces personnels aspirent à un climat apaisé et serein afin de pouvoir aborder cette dernière semaine ainsi que la rentrée dans de bonnes conditions.

Aspiration difficile à atteindre quand le Président en personne annonce l'ouverture sur une plus large plage horaires des collèges de REP d'abord à Marseille puis dans toutes les zones sensibles de France et le développement de l'accueil en milieu scolaire dès deux ans ! Faire vivre le principe républicain de l'égalité entre les territoires et entre les groupes sociaux oui cependant les réalités du terrain ne doivent pas être niées. Toutes ces annonces reposent sur une méthode descendante, sans concertation, sans réelle volonté

de prendre à bras le corps les défis du service public de l'Éducation, sans laisser plus de temps à une appropriation par le terrain des grandes orientations nationales. Méthode que l'UNSA Éducation n'a cessé de dénoncer déjà au cours du précédent ministère. Toutes ces annonces omettent l'épuisement des personnels, leur plus grande sensibilité à leurs conditions de travail, leur proportion plus grande à désirer changer de métier, autant d'indices, pour le dernier Baromètre des métiers de l'UNSA Éducation, qui sont révélateurs du manque d'attractivité de nos métiers et d'une absence de politique d'envergure pour recruter des personnels et améliorer les conditions matérielles, en particulier le bâti scolaire.

À l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, il est temps que l'employeur et les collectivités de tutelle en concertation avec la communauté éducative (personnels, parents) s'investissent dans ce vaste chantier tout en tenant compte des impératifs d'effectifs et des pratiques pédagogiques ; que ce soit dans le cadre d'une construction, d'un agrandissement ou d'une rénovation. Le sentiment de lenteur dans la mise en œuvre, le sentiment que les observations et les requêtes des personnels ne sont pas prises en considération ne doivent pas s'installer. Ce qui ne semble pas être systématiquement le cas dans notre département ; la situation la plus récente portée à notre connaissance est celle de l'école Castil Blaze.

Sur la question du bâti scolaire, nos mandats de représentants en F3SCT, nous l'espérons, nous permettront de participer à des travaux productifs au service de tous.

Pour le sujet qui nous réunit ce 3 juillet, la carte scolaire du 1<sup>er</sup> degré pour la rentrée 2023, le bâti scolaire en est un sujet sous-jacent : nous déplorons encore et encore, l'impossibilité des collègues à effectuer une répartition « tenable » des effectifs en incluant le critère de 24 en GS, CP et CE1. Nous ne pouvons toujours pas et ne pourrons jamais cautionner les classes dédoublées en « co-enseignement » dans une seule salle avec 30 – 31 élèves d'éducation prioritaire et prises en charge par 2 adultes voire plus (enseignants, ATSEM, AESH ...) ! **Au nom de l'UNSA Éducation, nous réitérons notre demande d'un seuil critique de 24 lorsque le dédoublement se fait en co-enseignement dans une seule classe (soit 2 CP ou CE1 ou GS à 12).** L'application de cette exigence permettrait une vraie amélioration des conditions de travail des enseignant-es et surtout d'apprentissage pour leurs élèves d'éducation prioritaire. Le recrutement sur listes complémentaires pour des « besoins » d'enseignants, apporterait des ETP suffisants à la fois pour réaliser des ouvertures et pour augmenter le potentiel de remplacement. Ce qui semble être réalisable à en croire la dernière décision du ministère concernant le recrutement CRPE.

Nous espérons connaître vos décisions quant aux 6 situations placées en « comptage à la rentrée » lors du CSA SD du 20 juin et pour certaines écoles comme Sainte Catherine, Sérignan ou Bédarrides. Ainsi qu'au sujet des 6 postes vacants de maître G.

Pour finir, l'UNSA Éducation, en accord avec ses principes, renouvelle, dans cette dernière phase de préparation de la rentrée 2023, nos souhaits de vigilance : que toutes les situations d'école et toutes les situations d'affectation soient étudiées avec bienveillance et réalisme dans l'intérêt à la fois des conditions d'exercice des personnels et d'apprentissage des élèves.

Je vous remercie pour votre attention. L'ensemble des équipes de l'UNSA Éducation se joint à moi pour vous souhaiter, certes bien en avance, Madame la Préfète, Mme la Directrice Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, de futures et très attendues vacances reposantes.

---

### **INTERVENTION RYTHMES SCOLAIRES :**

Concernant les rythmes scolaires du premier degré, le SE-UNSA, membre de l'UNSA Éducation a toujours tenu les mêmes propos :

- En 2010, avec tous les principaux acteurs de l'éducation nous avons adopté « l'appel de Bobigny » qui synthétise nos propositions éducatives, signé entre autres par le Snuipp, la CGT, la CFDT, la FCPE, l'OCCE, les DDEN, l'ICEM, la JPA, la ligue de l'enseignement...

Nous rappelons qu'« Il faut... alléger la journée... refuser la semaine actuelle de 4 jours et prioriser un rythme annuel alternant 7 semaines scolaires et 2 semaines... »

- En 2023, nous n'avons pas changé d'avis, nous pensons toujours que cinq matinées (qui permettent plus de régularité de classe) sont plus profitables pour les apprentissages des élèves.

Ceci dit, pour le SE-UNSA, ce débat est malmené depuis le début :

- La seule question des heures de classe dans la semaine ne change rien à la semaine des enfants qui arrivent dans les écoles avant la classe et repartent longtemps après et pour les cinq jours de la semaine...

- La répartition des 24 heures de classe sur 4 ou 5 jours ne va pas forcément modifier la semaine des enseignants et l'organisation de nos 108 heures, notamment les réunions le mercredi après-midi, le soir...

- Surtout, ce débat occulte la question de la répartition dans l'année des semaines de classe et de vacances, qui continuent à être organisées pour les stations de sports d'hiver...

Avec ou sans le mercredi matin :

- les enfants se lèveront et resteront fatigués ;
- les enseignants auront toujours des réunions le mercredi;
- les activités communales seront toujours très disparates...

Comme salarié, je préfère une demi-journée de classe en moins dans la semaine.

Comme parent, je préfère mes enfants à l'école.

**Comme enseignant, chacun décidera en conscience.**

Mais comme syndicat, le SE-UNSA cherchera toujours à concilier les intérêts des personnels **ET** la réussite des élèves, sans faire ni électoralisme, ni démagogie.  
C'est pourquoi au vu du vote des enseignants, nous nous abstiendrons.